



Les livres, les revues, etc.

**Les Utopiques, cahiers de réflexions, publ.
Union syndicale Solidaires, n° 5 (juin
2017) et 6 (novembre 2017)**

Solidaires est un beau mot ; il avait été employé pendant la guerre d'Algérie pour, au sein de l'Action civique non-violente, différencier les « réfractaires » à cette guerre de ceux – les « solidaires » – qui s'engageaient à suivre les premiers en prison.

« Désobéissants », et ses déclinaisons, est un autre mot qui nous est cher, car il ouvre la porte à la liberté : « Soyez résolu à ne plus servir et vous serez libres », écrivait La Boétie. De nos jours, de plus en plus souvent, nous pouvons constater que ces mots et les pratiques correspondantes se retrouvent dans les informations de nos journaux, de nos écrans, etc. Ainsi, deux numéros de la revue syndicaliste *Les Utopiques* font référence à l'acte de désobéissance que pratiquaient les réfractaires ; les désobéissances multiples que décrivent ces *Utopiques* ont, de plus, à lutter contre le détournement de l'état d'urgence dé-

créé le 13 novembre 2015 pour lutter contre le terrorisme, détournement gouvernemental qui restreint en fait le droit de se réunir et de manifester et qui institutionnalise un état d'exception permanent ; manœuvre étatique que décrit magistralement l'avocat Jean-Jacques Gandini dans l'introduction au numéro 5 de cette revue.

Le texte qui suit est une analyse d'« inculpés dans l'affaire dite "de Tarnac" » qui décortique la pratique gouvernementale « antiterroriste » moins comme une forme de répression policière que comme un mode de gouvernement qui a pour but de mater la contestation sociale. Ils avancent : « Les temps qui s'ouvrent, pour sombres qu'ils soient, offrent un boulevard paradoxal à la révolution : toutes les options gouvernementales ayant échoué, il ne reste plus qu'une question, et mille façons d'y répondre : comment vivre sans gouvernement ? »

En comparant avec le régime dictatorial de l'actuelle Éthiopie – et la comparaison n'est pas gratuite –, Malika Danoy écrit que l'« on retrouve cette

idée d'impuissance des gouvernants à faire face à une crise qui dure et s'approfondit » et qu'ils sont prêts à tout pour se maintenir au pouvoir malgré leur incapacité à trouver des solutions à la question sociale.

« Contester dans l'armée », article de Théo Roumier, ce n'est pas contester l'armée : en mai 1974 est lancé l'*Appel des cent*, de cent soldats qui revendiquent, tel un quelconque syndicat ouvrier réformiste, une solde égale au Smic, la gratuité des transports, la suppression des brimades, etc.

Mais c'est le 7 juin 1997, bien avant le décret d'état d'urgence, que les Faucheurs volontaires passent à la désobéissance civile non-violente contre les organismes génétiquement modifiés (OGM) avec nombre de procès à la clé. C'est ce que décrit en connaissance de cause Jean-Luc Juthier, lui-même paysan et faucheur volontaire. Il s'agit, au final, d'empêcher que « trois firmes transnationales prennent le contrôle de l'alimentation mondiale par l'appropriation de l'ensemble des semences existantes ».

« Les désobéissances sur le rail » de Charles Mahieux dresse un large tableau des militances cheminotes ; une des premières datant du 11 avril 1871 quand des ouvriers de l'atelier de Périgueux, solidaires de la Commune de Paris, refusèrent d'envoyer à Versailles des wagons blindés. Plus tard, lors de la grève de 1910, les cheminots n'hésitèrent pas à pratiquer différentes formes de sabotage : « Avec deux sous d'une certaine matière, utilisée à bon escient, il nous est possible de

mettre une locomotive dans l'impossibilité de fonctionner. » On note que, déjà pendant la Résistance, le terme de « terroristes » était appliqué par l'occupant allemand à ceux qui « résistaient » ; aujourd'hui, le mot de « terroristes » est repris couramment par les divers pouvoirs pour qualifier des actes parfaitement non-violents.

Avec « Désobéissance à l'usine : la perruque ouvrière » – ladite perruque étant la fabrication d'objets à son usage personnel pendant le temps de travail en utilisant le matériel et les outils de l'entreprise –, Robert Kosman introduit la notion d'« illégalité » qui accompagne souvent un combat même lorsqu'il est non-violent.

C'est le « freinage au travail » que met en exergue François Reyssat dans « Résister à la domination dans le nettoyage » ; il s'agit pour la main-d'œuvre nettoyeuse de se réapproprier le temps et les espaces géographique et sociaux ; ce que ne comprend pas tout de suite l'auteur du papier, « établi » sur les lieux du travail le temps d'une thèse.

L'apparition d'« un collectif syndical contre l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes et son monde », lors de la manifestation du 1^e mai à Nantes – événement totalement ignoré de la grande presse –, est décrite par Jean-Luc Dupriez ; ce collectif « entend contester le projet d'aéroport à partir d'une approche syndicale différente et complémentaire des arguments déjà avancés par les autres composantes du mouvement anti-aéroport » ; collectif qui affirme : « Nous ne laisserons

pas détruire la ZAD et ses terres, ni expulser celles et ceux qui la font vivre, pour le seul intérêt des actionnaires de Vinci et des spéculateurs immobiliers. » L'auteur note que cette manifestation du 1^e mai s'est déroulée « sans chahut et sans casse de vitrines » et que c'est « cette convergence des luttes qui nous permettra de bousculer le vieux monde et de l'aider à s'écrouler ». Un collectif similaire s'est constitué à Rennes.

Le mot « désobéissance(s) » figure en couverture du n° 6 des *Utopiques* (bien sûr, d'autres thèmes tout aussi intéressants les uns que les autres sont abordés dans les deux numéros que nous citons). C'est pourquoi on ne s'étonnera pas que Laurent Degoussée, dans l'article d'ouverture de ce numéro 6 sur le « référendum d'entreprise », cite La Boétie : « Pour que les hommes, tant qu'ils sont des hommes, se laissent assujettir, il faut de deux choses l'une : ou qu'ils y soient contraints, ou qu'ils soient trompés. »

Plusieurs articles sur les Nuits debout témoignent – toutes contestations confondues – de la recherche d'une parole libérée : « À la fin de la manif, on ne se disperse pas, on reste devant la préfecture, on discute de la suite. » Place à l'imagination, car on va à la découverte d'autre chose... Devons-nous voir des appels à la désobéissance quand « le collectif se réunissait chaque soir sur la place publique (sans autorisation !) » ?

« Contester l'armée » de Christian Mahieux semble une avancée par rapport à « Contester dans l'armée » du précédent numéro. Qu'en est-il ? Il semble

que l'auteur ait fait partie, en tant qu'« objecteur insoumis », des dernières générations de jeunes antimilitaristes avant l'abolition de la conscription en 1997 ; pour autant, on s'étonnera qu'il ne cite pas *Réfractaires à la guerre d'Algérie*, édité par Syllepse qui publie aussi... *Les Utopiques*. Par exemple, il n'aurait pas écrit que les objecteurs d'alors condamnés par les tribunaux militaires allaient en prison... militaire, quand ils étaient tout simplement pris en charge par l'Administration pénitentiaire et mélangés aux droits communs. Et la vision d'ensemble de l'auteur se serait pour le moins élargie.

Rappelons brièvement les faits : une culture de la désobéissance civile, en France, est née, dans un premier temps, d'une contestation de l'armement atomique, puis, pendant la guerre d'Algérie, de la dénonciation, en actes, des camps d'assignation à résidence pour les Algériens « suspects » ; elle se poursuit par le soutien, en actes, des jeunes réfractaires qui refusent de faire cette guerre coloniale. Un statut de l'objection obtenu, des dizaines de milliers de jeunes gens échappés à la machine militaire à décerveler ont pu transmettre, à l'exemple des objecteurs en service civil, leur expérience de la désobéissance (lire *Civils, irrémédiablement ! Service civil et refus de servir, 1964-1969*, Éditions libertaires, 2018). Et l'aventure du Larzac (1971-1981) n'aurait pas été ce qu'elle fut sans d'anciens objecteurs travaillant sur les lieux qui firent intervenir Lanza del Vasto pour donner au combat sa qualité

particulière (voir Pierre-Marie Terral, *Larzac : de la lutte paysanne à l'altermondialisme*, éd. Privat).

Quant à la lutte des objecteurs insoumis et des objecteurs totaux, c'est une histoire qui reste à écrire. Par la suite, d'autres luttes non-violentes de différents caractères se dérouleront. Depuis, ces formes d'action n'ont pas cessé. C'est pour cela que nous voyons, sans étonnement et avec intérêt, cette culture de la désobéissance montrer son nez dans une revue syndicaliste comme *Les Utopiques*. Gandhi avait soutenu les ouvriers de Champaran, César Chávez s'illustra avec le boycott du raisin, Luther King, juste avant d'être assassiné, avait entrepris une action avec les éboueurs, etc. L'action syndicale n'est en rien étrangère à l'activité non-violente ; la lutte des classes n'est pas incompatible avec l'action de désobéissance non-violente.

Si le syndicalisme peut intégrer dans sa boîte à outils la désobéissance civile, c'est aussi le cas d'Attac, comme le montre l'article de Raphaël Pradeau dans « La désobéissance pour faire avancer les revendications altermondialistes ». Attac, dont le but est de traquer les banques et les multinationales qui ne respectent pas la loi, n'appelait pas, à ses débuts, ses militants à enfreindre la loi, mais a découvert que la désobéissance civile était « un moyen efficace pour interroger l'articulation entre légalité et légitimité », car ce n'est pas parce que la pratique de l'optimisation fiscale des multinationales est légale qu'elle est tolérable. Il est aussi constaté que ces actions non-violentes, à

visage découvert, empreintes d'humour, ludiques, joyeuses et créatives bénéficient du large soutien de l'opinion.

« Si la solidarité avec les étrangers est un délit, alors nous sommes tous délinquants », c'est de cela que témoigne Ibtissam Bouchaara dans « Délinquants solidaires ».

Le monde change lentement à notre gré et des mots nouveaux accompagnent les transformations ; les luttes prennent des formes inédites ; le vocabulaire se précise : nous sommes loin, sur ce point seulement, d'Émile Pouget qui dans *Le Sabotage*, cité dans cette revue, parlait de « résistance passive ». Mais rien moins que passifs voulons-nous être... Allez ! Désobéissons ! Et nous serons libres ! D'une liberté toutefois périlleuse, sans aucun doute.

André Bernard

En deuil d'Odo

Ursula K. Le Guin est morte le 22 janvier 2018, à 88 ans. La planète Anarres est en deuil de son inspiratrice.

Son roman *Les Dépossédés* (1974, trad. fr. 1975) est vite devenu une référence dans le petit monde anarchiste. « Utopie ambiguë », il raconte la vie sur une lune où ont été exilés les anarchistes de la planète Urras. S'y est édifiée, malgré la grande pénurie qui y règne, une société généreuse et cultivée, sans gouvernement ni

coercition – hormis celle de l’opinion majoritaire. Comment continuer la révolution, comment régler les rapports entre les genres, comment résoudre les conflits, quel langage utiliser : l’auteure envisage nombre des problèmes qui peuvent se poser dans une société communiste libertaire. Lectrice de Kropotkine et de Bookchin, elle ne fait pas comme eux l’hypothèse d’une société d’abondance immédiatement accessible.

Ses romans et nouvelles sont nombreux, posant tous par le biais de la science-fiction des questions de société, de langue, de genres. *Réfractations* a publié deux articles sur elle : « La liberté les mains dans les poches », par Finn Bowring (3, 1998), et « Pouvoir et puissance dans les mondes d’Ursula Le Guin », par René Fugler (17, 2007). Il y en aura d’autres.

M. E.

Alain Bihr, *La novlangue néolibérale : la rhétorique du fétichisme capitaliste*, Page 2/Syllepse, 2017, 2e éd. revue et augmentée, 344 p., 18 €.

Il y a plus d’une cinquantaine d’années un journaliste, Eric Arthur Blair (alias George Orwell), revenu de bien des guerres, se mit en tête d’imaginer dans 1984 une société particulière où le langage modèlerait la réalité. Peu de temps auparavant, un autre individu, Victor Klemperer décidait d’enfin publier un ouvrage intitulé *LTI, Lingua Tertii Imperii*

où il avait rassemblé des années durant nombre de ses écrits tentant d’analyser la langue du Troisième Reich. Ces deux façons d’aborder la question du langage autoritaire ont marqué notre époque. Inventer un vocabulaire pour transformer la réalité est devenu une façon incontournable d’exercer le pouvoir. Dès lors qu’il y a un nouveau langage, dès lors qu’il y a des éléments de langage produits par nos princes, il devient indispensable que certains se chargent de nous fournir les outils de compréhension, de démystification, bien sûr, de ces mots qui règnent sur notre société. Alain Bihr est de ceux-là. Cette réédition approfondie d’un ouvrage précédent (éd. Page 2, 2007) nous offre de quoi démonter une petite vingtaine de termes parmi lesquels on trouve : État, Europe, fonds de pension, liberté, marché, réforme, etc. Je me suis arrêté sur deux mots qui tournent en rond dans les discours comme des moulins de prière.

« La société civile »

Cette idée est devenue le mantra de cette époque, avec la pointe, le climax qu’est l’élection de Macron et la formation du nouveau gouvernement de mai 2017. Difficile de dire ce qui se cache derrière cette notion qui semble mettre tout le monde d’accord sans jamais expliquer ce qu’elle recouvre. Cette mise au jour est ce à quoi Alain Bihr s’emploie dans ce livre. Il s’agirait d’un concept apparu au cours du début des années 1970 dans la foulée de ce que l’on appelait la « deuxième » gauche.

Il s'agissait d'inventer un socialisme alternatif à celui qui était alors réellement inexistant ; et aussi d'appeler à rompre le tête-à-tête Capital/État au profit d'une démocratie directe. Au cours du temps, cette « deuxième gauche » devint le fourrier d'un néolibéralisme qui n'osait pas encore dire son nom. Simultanément on assista au développement d'un entre-deux sociétal qui semblait échapper aux classifications classiques tant marxistes qu'anarchistes. Sur les bases posées en 1901 de la liberté associative, un grand nombre d'associations virent le jour au cours des dernières décennies du XX^e siècle. Elles avaient pour la plupart, et c'est ce que nous rappelle A. Bihl, mis en place des rapports contractuels avec l'État.

Dans *Réfractions* n° 15, consacré aux services publics entre autres, nous avons déjà abordé le rôle singulier que ces associations pouvaient jouer dans le domaine de la santé. Leurs rapports sont en fait des rapports marchands. Une force de travail s'échange contre un salaire. La société civile prend insidieusement la forme d'une société capitaliste, autrement dit celle-ci se cache en fait derrière un vernis civil. Ce qui a pour conséquence que l'apparition de jeunes pousses (*start-up*), en dehors du périmètre reconnu de l'entrepreneuriat capitaliste, donne une dimension transgressive à ce qui n'est au fond qu'une mutation du capitalisme, une de plus. Dans cet article fort instructif et décapant, l'auteur oublie de souligner que dans cette société dite civile la règle d'or est l'auto-exploitation. Comment me révolter puisque membre

de l'association qui m'emploie je suis mon propre patron ? Si je ne suis qu'employé, si je ne suis là que pour rendre service, quelle est la place des luttes de classes ? Il est possible d'avancer que la société civile, si chère à nos nouveaux gouvernants, est la solution à cet insupportable problème qu'est la lutte des classes. Cependant n'oublions pas que dans l'imaginaire social le tissu associatif est l'espace de respiration d'une société opprimée, étranglée par la pression étatique d'un côté et l'obligation consommatrice de l'autre. Tout un chacun, membre d'une association de pêche, bouliste ou collectionneur de timbre, considère la subvention qui lui échoit comme une forme de redistribution de la richesse publique et non pas comme la marque d'un lien de dépendance. Au fond cet argent vient de quelque part, peut-on penser, et pas forcément de l'impôt. Quand les diminutions des subsides financiers coïncident avec les discours sur la nécessité pour l'État d'apurer ses comptes et de rembourser sa dette, les membres des associations touchées réalisent à quel point ils sont devenus une variable d'ajustement.

« La dette »

En cinq points Alain Bihl nous dévoile la structure cachée de cet épouvantail que brandissent les tenants de l'orthodoxie budgétaire, ce terme sous lequel se cachent les mercenaires de la finance transnationale.

La dette apparaît comme un rappel honteux et obsessionnel dans les mois qui suivent la crise financière 2007/2009 :

1. Elle résulte des dépenses de l'État sur ses recettes.
2. Elle est liée à l'évolution économique générale.
3. Elle est un artefact politique, en ce sens qu'elle renvoie à l'organisation des finances publiques.
4. Elle est perpétuelle, en ce sens que l'État emprunte pour payer les intérêts des emprunts précédents.
5. Elle a une vie en tant qu'elle perdure, indépendante de la façon dont s'équilibrent les recettes et les dépenses.

Mais d'où vient cet argent ? Difficile de le savoir tant est obscure cette partie de l'écheveau. Existe-t-il une instance supérieure qui décide du taux auquel notre État emprunte ? Oui ! C'est le marché ! Dans le discours néolibéral il s'agit de ce quelque chose qui a pouvoir de vie et de mort sur tout un chacun. Tout comme auparavant il fallait satisfaire Zeus, puis Jupiter puis Dieu, aujourd'hui il faut satisfaire le marché pour les monothéistes financiers, ou les marchés pour les autres. Selon A. Bihl, l'argent au départ provient des ménages et des entreprises par le biais de mécanismes divers, banques de dépôts, assurances, etc. On voit ainsi que le fonctionnement de l'État devient possible par la participation de revenus qui ont échappé à l'impôt et le fait d'en toucher les bénéficiaires. La question qui ressort de l'exposé très (trop ?) complexe de l'auteur est : mais comment sortir de cet embrouillamini ? La récusation de sa dette par un État est extrêmement rare si ce n'est impossible. L'auteur

nous dit qu'elle ne peut être que « le fait d'un pouvoir révolutionnaire marquant sa volonté de rompre avec l'ordre capitaliste ». Ce qui fut le cas lors de l'URSS naissante. La voie d'une dévaluation massive n'est-elle pas aussi une façon de rembourser en « monnaie de singe », comme cela semble avoir été le cas de l'Allemagne des années 1920 face aux dommages de guerre ? On sait bien qui a payé la note.

Cette impossible récusation, certes indispensable, incontournable, est « un des deux principaux moyens d'instrumentalisation directe de l'appareil d'État par la bourgeoisie, l'autre étant l'occupation des sommets dudit par des membres issus de cette bourgeoisie ou tout entier gagnés à ses intérêts ».

Au-delà d'avoir rassemblé un certain nombre de mots de cette novlangue qui nous sont assénés tous les jours par tous les médias, ce livre a un grand intérêt, celui de nous faire réfléchir, de nous faire comprendre comment fonctionne aujourd'hui notre société. La densité de cet ouvrage peut sembler d'une approche difficile. Il serait souhaitable qu'une version plus didactique, d'une apparence plus simple soit mise à la disposition des militants intéressés par la problématique économique sans en avoir la formation nécessaire.

Pierre Sommermeyer

Voline, *La révolution russe : histoire critique et vécue ; suivi de Le fascisme rouge, avant-propos de Charles Jacquier, Libertalia, 2017, 217 p., 10 €.*

D'entrée, Charles Jacquier nous rappelle l'enjeu de fond : « Tant que l'État, le gouvernement, l'autorité, la politique seront debout, l'œuvre positive de la révolution restera lettre morte et alors les mêmes horreurs recommenceront. » Selon la définition de Voline lui-même parue dans *l'Encyclopédie Anarchiste* de Sébastien Faure : « L'État étant un instrument d'exploitation, il ne peut jamais en aucun cas, sous aucune condition, devenir un instrument de libération. Il faut lutter à fond immédiatement contre l'État, en même temps que contre le capitalisme. Ce sont deux têtes du même monstre qui doivent être abattues toutes les deux simultanément. » L'originalité de son analyse est d'inscrire la révolution russe de 1917 sur la longue période, une longue séquence en quelque sorte de luttes révolutionnaires qui commence avec l'histoire des décembristes (ou décabristes) en 1825, dénonçant le servage. Cet esclavage de cent millions d'hommes, fondement économique de l'État, se poursuit avec l'abolition du servage en 1861, puis l'assassinat du tsar Alexandre II par les Narodniks de « Volonté du Peuple », suivi dans les années suivantes de la naissance d'un prolétariat industriel comptant rapidement trois millions d'ouvriers, se combinant avec la diffusion des idées marxistes et la montée d'un « certain mouvement

anarchiste » . Pour déboucher sur la révolution de 1905 avec la figure saisissante du pope Gapone, agent infiltré de la police secrète Okhrana qui réussit à obtenir la confiance des ouvriers mais, pris dans le tourbillon révolutionnaire, se retrouvera le dimanche 9 janvier 1905 à la tête de la manifestation organisée pour remettre au tsar une pétition dans laquelle

« on s'y adressait très loyalement en lui demandant ni plus ni moins que d'autoriser, même d'accepter, une révolution fondamentale qui, en fin de compte supprimait son pouvoir. C'était carrément une invitation au suicide. »

Le massacre qui eut lieu ce « dimanche sanglant » dessilla définitivement les yeux du peuple sur la « légende du tsar » nimbé d'une autorité divine, et eut pour conséquence la généralisation de la grève décrétée dès le lendemain. On apprend que Voline est alors approché par les ouvriers pour présider le soviét, alias Conseil des Délégués Ouvriers, ce qu'il refuse car outre qu'il n'est pas ouvrier, il estime qu'ils « doivent eux-mêmes mener leurs affaires, se bornant à être aidés ou conseillés du dehors de leurs organismes par leurs amis intellectuels sans en faire des maîtres ».

Lorsqu'il évoque, ensuite, Février 1917, c'est pour insister sur « l'action spontanée des masses qui couronne logiquement une longue période d'expériences

vécues et de préparation morale. Cette action ne fut guidée ni organisée par aucun parti politique » et pour rappeler que ce n'est qu'après la révolution de Février que les leaders des partis politiques de gauche, Lénine et Trotski en tête, qui vivaient alors, proscrits, à l'étranger, regagnèrent le pays. Voline dénonce ensuite la duplicité des bolcheviks qui sauront gagner la sympathie des masses en lançant des mots d'ordre empruntés aux anarchistes : « Vive la révolution sociale ! À bas la guerre ! Vive la paix immédiate ! » Et surtout : « la terre aux paysans ! Les usines aux ouvriers ! » Mais alors que pour les anarchistes « la révolution sociale signifiait la mort de l'État en même temps que celle du capitalisme », pour les bolcheviks, une fois au pouvoir à la suite du coup d'État d'octobre, non seulement l'État devait être maintenu, mais c'est lui qui devenait le propriétaire des collectivisations : « Nous sommes en présence d'un capitalisme d'État intégral ; tout travailleur, quel qu'il soit, est en fin de compte un salarié de l'État. » Il s'agit en définitive d'un système « d'esclavage complet, absolu du peuple laborieux ». Pas étonnant dans ces conditions que « les bolcheviks s'entendent aujourd'hui à merveille avec la bourgeoisie de tous les pays, car en réalité le bolchevisme n'est qu'une variété du capitalisme ». Mais Voline ne jette pas pour autant le bébé avec l'eau du bain : « Cette révolution est tout de même un fait formidable. Nous n'attaquons pas la révolution russe. Tout au contraire nous attaquons ceux qui

ont, momentanément nous l'espérons, arrêté, déformé, castré cette révolution. » Un « momentanément » qui durera tout de même jusqu'en 1991 !

Il faut aussi rappeler, alors qu'il écrit cet ouvrage en 1934, qu'il fait preuve d'un optimisme cruellement démenti par les faits cinq ans plus tard en affirmant que « depuis quelque temps déjà j'ai la conviction ferme que le monde actuel est entré dans l'époque de la grande et vraie révolution sociale ». Et je ne le suis plus du tout dans l'analyse qu'il en fait :

« Une des premières choses à détruire est le principe – ou plutôt le préjugé – politique autoritaire étatiste. Pour que ce principe soit détruit, la révolution sociale est historiquement obligée de passer par l'expérience concrète, c'est-à-dire par la tentative de vaincre, d'arriver à la construction nouvelle, au moyen d'un État, d'un parti politique, d'une autorité, d'une *dictature* (je le souligne). Sans cette expérience négative, l'humanité ne comprendra pas le vrai chemin. Le bolchévisme – étape de la révolution russe et de la révolution mondiale – représente cette expérience négative. Le moyen étatiste et autoritaire l'a acculé à une impasse dont il ne peut plus sortir. »

Lénine, Trotski, Staline : NON
MERCII !

Jean-Jacques Gandini

John P. Clark, *The impossible community : realizing communitarian anarchism*, Bloomsbury, 2013, 315 p., 31,46 \$.

La gauche d'aujourd'hui est dans l'impasse. Ce n'est pas par la force des circonstances : elle s'y est mise. Elle rame dans une marée de protestation permanente. Le présent ouvrage rejette ce florilège de donneurs de leçons et propose un engagement immédiat dans des activités créatrices.

L'auteur, John Clark, est un philosophe engagé de Louisiane, qui présente ici dans une perspective anarchiste, une théorie de la domination et du bien commun et une conception originale de la liberté.

Oubliez la geste héroïque du « Grand soir ». La Révolution, plus souvent animée par l'effroi que par l'héroïsme, crée une vive communauté d'esprit, mais cela ne suffit pas. Une fois le moment révolutionnaire achevé, cette subjectivité collective, cette union populaire se dissipe. Quelles sont alors les conditions d'apparition d'un acte historique, d'un événement susceptible de métamorphoser la société en un monde différent ? La révolution doit se commencer tout de suite.

Avec ces groupes où les gens entrent et sortent librement : liens affinitaires, associations alternatives, mouvements de libération fondés sur la solidarité. Il y apparaît une dynamique incessante, en transformation perpétuelle, des formes d'autorité non dominatrices comme l'autorité de compétence, un imaginaire communiste libertaire, une

idéologie commune, des institutions spécifiques. La satisfaction morale se concrétise dans les pratiques, les gestes, les signes, les jeux et les rituels de la vie quotidienne, dans un acte incessant de création et d'auto-éducation.

Cette théorie de la communauté libre, bien plus complexe que ce bref résumé, aborde quatre grands aspects de la vie sociale qu'il s'agit de transformer : l'idéologie, l'imaginaire collectif, les structures institutionnelles et l'éthique quotidienne. Elle propose d'incorporer dans le domaine social un style de vie émancipateur, immanent et réalisateur.

L'ouvrage entreprend une réfutation approfondie des objections récurrentes de gens ordinaires, militants politiques et nombre d'intellectuels qui jugent impossible ce modèle anarchiste de société. Opposé à une société édifiée en pyramide hiérarchique, il se réfère à une triple source : 1° la tradition anarchiste, notamment l'analyse d'Élisée Reclus ; 2° la lignée philosophique implicite dans la pensée de Hegel, reprise par Marx, qui lui imprime un tournant décisif. Celui-ci dévoile une théorie sociale radicalement dialectique, concentre son travail sur la critique de l'économie politique, et développe une analyse prophétique du fétichisme de la marchandise dont il faut cependant exclure les éléments dogmatiques et téléologiques ; 3° les traditions éthiques de sociétés indigènes décrites par Raúl Zibechi. Clark invite aussi à regarder les deux faces de toute relation mutuelle : le déterminisme du système mais aussi le versant qui se trouve réprimé.

Le livre aborde ensuite le rapport de l'anarchie avec la dialectique de l'utopie, il suggère comment organiser les groupes de base, il réfléchit sur la transformation personnelle et l'action sociale dans la pratique anarchiste. Suivent deux témoignages concrets : le désastre suscité par l'ouragan Katrina et la tradition anarchiste indienne du Sarvodaya, inspirée de Gandhi. L'ouvrage se termine par une critique du municipalisme libertaire.

Ce creuset de réflexions réclame une attention soutenue du lecteur. Le texte, fort lisible, évite les mots savants, explique soigneusement ce qu'il entend par chaque terme. Mais ce langage simple est le fruit d'une réflexion philosophique approfondie. Chaque nouvelle lecture sera ainsi l'occasion de découvertes.

Ronald Creagh

Errico Malatesta, *Lo sciopero armato : il lungo esilio londinese, 1900-1913*, « Opere complete. 5 », Zero in condotta, La Fiaccola, 2015. 288 p., 25 €.

Le numéro 30 du printemps 2013 de *Réfractions* a présenté les volumes 3 et 4 de cette remarquable édition de l'œuvre intégrale de Malatesta. Le présent ouvrage dont on appréciera le prix en comparaison de ce que prennent les

éditeurs commerciaux, en est le volume 5 (bien que cela ne soit signalé nulle part dans l'édition reliée).

C'est un moment très important de la vie de Malatesta que celui de ce quatrième séjour à Londres. Il habite chez un couple et gagne sa vie comme électricien. Il côtoie des figures importantes de rebelles britanniques : Tom Mann, grand organisateur du mouvement ouvrier britannique, John Turner, un des fondateurs de l'*Industrial Union of Direct Action* avec, entre autres, Guy Aldred, propagandiste de la libre pensée, ou Sam Mainwaring, meneur libertaire de la Socialist League. Et aussi, et surtout, des militants de toutes langues.

On peut rêver qu'un jour quelque romancier de talent racontera cette période étonnante de l'histoire de l'anarchisme où se rencontrent dans les quartiers populaires des militants allemands, français, juifs et italiens, auxquels se joindront des exilés de pays de l'Est après la révolution russe de 1905. Tout ce monde se retrouve sur les lieux de travail, dans les cafés et ailleurs, où l'on s'informe de l'actualité, mais aussi dans les célébrations, où l'on écoute de grands orateurs, où l'on chante et où l'on festoie. Il s'y mêle des policiers, qui surveillent de très près Malatesta. Leurs rapports sont précis : « Malatesta a les yeux marrons, » assure l'un d'eux. « Ils sont noirs, » certifie un autre.

Et puis, il y a les attentats en Europe et dans les Amériques, et à Londres les interventions policières, dont celle tristement célèbre de Sidney Street en 1910, sous la direction de Winston Churchill,

alors ministre de l'intérieur. Malatesta est interrogé, mais traité avec respect et relâché. En fait, cette affaire tragique concerne des Lettons qui, d'ailleurs, ne sont nullement anarchistes.

Au-delà du quotidien les événements internationaux s'enchaînent et se multiplient. Malatesta les commente : actions anarchistes de tout genre, bien sûr, mais aussi conflits armés et guerres impérialistes, révolutions locales ou nationales...

Signalons la richesse de la documentation réunie : les écrits de Malatesta publiés dans divers pays, les interviews qu'il a données, les comptes rendus de ses discours, les rapports de police, etc. Mais pour se retrouver dans ce flot de documents, pour suivre de très près l'évolution de cette pensée, le lecteur ne pourra se passer de l'introduction minutieuse de Carl Levy, professeur de politique à la Goldsmiths University de Londres, et par ailleurs auteur de textes précieux sur les anarchistes italiens.

Cette série consacrée à un personnage essentiel de la mouvance anarchiste, mais aussi du mouvement social en général, a sa place dans toutes les bibliothèques. Il faut remercier Davide Turcato, initiateur de cette collection, qui permet de suivre en détail l'évolution d'une pensée et d'un moment incontournable de l'histoire de cette mouvance.

Ronald Creagh

Pablo Servigne & Gauthier Chapelle,
L'Entraide : l'autre loi de la jungle, Les Liens
qui libèrent, 2017, 381 p., 22 €.

L'entraide, un principe du vivant. Contradictaires ou complémentaires, entraide et compétition cohabitent en tout groupe d'êtres vivants : plantes, protistes (unicellulaires), microbes, champignons, animaux, humains.

Darwin, en 1859, quand il écrit son *Origine des espèces au moyen de la sélection naturelle ou La préservation des races favorisées dans la lutte pour la vie*, introduira ce que Pierre Jouventin, dans *La Face cachée de Darwin*, nomme « un malentendu » parce qu'on ne voudra voir dans cette œuvre essentielle que l'aspect de la lutte, de la compétition et ignorer la coopération, l'entraide. Il y avait là ce que nous pourrions nommer « un darwinisme primaire », ce que plus tard on qualifiera de « darwinisme social » cher à Spencer et à quelques autres qui n'avaient retenu que la loi du plus fort, l'égoïsme, l'utilitarisme, toutes notions qui conduisent tout droit au néolibéralisme.

Notre société occidentale, jusqu'à il y a peu de temps, croyait – et croit encore – la compétition naturelle et pensait que l'entraide n'était que la construction théorique d'idéalistes rêveurs ; l'agressivité et la violence étant dans l'ordre des choses... Il fallut attendre 1902 et *L'Entraide, un facteur de l'évolution* de Pierre Kropotkine pour rétablir l'équilibre et, par surcroît, faire reconnaître cet auteur comme le vrai continuateur de la pensée de Darwin ; et, sans doute, parce qu'il était anarchiste,

sera-t-il vite « oublié » par la gent scientifique ; en 2009, cet ouvrage a été réédité chez Aden avec une préface de Pablo Servigne qui, sur sa lancée, a repris l'idée de Kropotkine et publiée en 2017, avec Gauthier Chapelle, *L'Entraide : l'autre loi de la jungle*.

Mais, qu'on ne s'y trompe pas, qui ouvrira ce livre ne doit pas s'attendre à trouver une *Entraide* de Kropotkine remise au goût du jour. Plus de cent ans sont passés ; la recherche scientifique s'est approfondie, entre autres quand deux théories, celle de l'évolution et celle de la génétique, après avoir coexisté, finirent par se compléter et s'enrichir mutuellement sans pourtant tout expliquer de l'aventure du vivant car le rôle des gènes ne consiste qu'à « mettre en place un répertoire des possibles pour le futur organisme ». De toute façon, l'idée d'un déterminisme absolu par les gènes ne dura pas ; la première mouture de la sociobiologie de E. O. Wilson s'effondra au bout de deux ou trois décennies : « Elle a cédé la place à une notion plus riche et plus ouverte : celle d'une interaction permanente entre les gènes et leurs multiples niveaux d'environnement. »

Si, au sein des groupes du vivant, l'égoïsme peut prendre le pas sur la coopération, par contre, les groupes qui s'entraident finissent par être gagnants, à l'exemple des bactéries championnes toutes catégories de l'entraide ainsi que le montrent les auteurs :

« Un examen attentif de l'événement du vivant – des bactéries aux

sociétés humaines en passant par les plantes et les animaux – révèle que l'entraide est non seulement partout, mais présente depuis la nuit des temps. C'est simple : tous les êtres vivants sont impliqués dans des relations d'entraide. Tous. L'entraide n'est pas un simple fait divers, c'est un principe du vivant. C'est même un mécanisme de l'évolution du vivant : les organismes qui survivent le mieux aux conditions difficiles ne sont pas les plus forts, ce sont ceux qui arrivent à coopérer. »

Ce livre développe donc un traité théorique d'ensemble et nullement une enquête à la recherche d'une « nature humaine » hypothétique ; c'est un approfondissement de la notion d'entraide qui s'appuie, certes, sur des exemples concrets – ce que nous avons beaucoup aimé chez Kropotkine –, mais essentiellement sur des expériences de laboratoire (des jeux), des modèles mathématiques et informatiques, « eu égard, est-il précisé, à la difficulté de tester les théories en conditions réelles ». Il n'en reste pas moins que l'union entre un certain escargot et une anémone, l'un promenant l'autre, que des acacias qui offrent le gîte et le couvert à une colonie de fourmis qui les défendent en retour contre les herbivores, que le couple fidèle du champignon et de l'algue pour former le lichen, que le labre nettoyeur qui ne craint pas de pénétrer dans la gueule de celui qui pourrait le dévorer sont tous, sans exception, des façons de

vivre qui nous fascinent... Tant d'exemples divers fusant de toutes parts nous font craindre quelquefois d'être hors sujet alors que nous ne voyons là que l'ébauche d'autres ouvrages. Il ne s'agit pourtant, dans ce livre, que de présenter simplement une vision de l'entraide où la « naïveté » serait absente car on sait que l'entraide peut se pratiquer tout aussi bien pour aller massacrer ses voisins.

C'est pourquoi Servigne et Chapelle ne ménagent aucunement leurs efforts dans leur volonté de rendre visible un monde occulté et vont très loin pour comprendre et faire comprendre « la nature coopérative de l'être humain dans le sillage de celle des autres organismes vivants », car nous sommes aveuglés, l'esprit encombré, l'imaginaire paralysé, par ce monde de la concurrence, de l'exploitation et de la domination qu'est le capitalisme financier. *A contrario*, ils mettent l'accent sur l'entraide spontanée qui serait un comportement partagé universellement : « Lors de catastrophes soudaines, les individus, stressés ou en état de choc, sont à la recherche de sécurité avant toute chose ; ils sont donc peu enclins à la violence. Ils agissent de manière spontanée, "automatique" ou "inconsciente", ce qui le plus souvent fait émerger des comportements d'entraide. »

Audacieusement, les deux compères ouvrent des voies inexplorées, traquent les publications scientifiques, fouillent le vivant et questionnent : « Finalement, comment peut émerger une entraide entre des organismes qui ne partagent presque aucune proximité génétique et qui sont dépourvus de mécanismes cognitifs

complexes comme la réputation ou l'empathie ? » Pour autant, toutes les interactions entre les êtres vivants ne sont pas toujours bénéfiques : positives pour le mutualisme, la symbiose et le commensalisme (manger à la même table), neutres pour la coexistence, discutables pour l'amensalisme (relation négative pour un des deux), critiquables pour la prédation et le parasitisme et franchement négatives dans le cas de la compétition ou carrément néfastes. Si « les organismes qui s'entraident sont ceux qui survivent le mieux », ce n'est pas le spectacle que nous montre la société actuelle qui vit plus que dangereusement son futur avec des riches de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus pauvres et qui seront les premiers à subir les effets des catastrophes climatiques qui se multiplient étant donné que les classes supérieures vivent « hors sol », égoïstement, en voulant ignorer que leur comportement nous conduira irrémédiablement à la catastrophe.

Car si l'on en croit les expériences de labo et aussi l'enseignement de l'Histoire, l'entraide s'appuie sur trois valeurs : la confiance, la sécurité et l'égalité-justice, valeurs se maintenant par des coutumes, des règles, des constitutions, etc. Valeurs qui sont de moins en moins respectées dans notre société, prélude à l'effondrement de notre civilisation dans une spirale mortifère. Pour inverser le mouvement, pour mettre en branle une « spirale vertueuse », il est ardemment préconisé de « changer notre imaginaire en nous inspirant du fonctionnement du monde vivant ». Il s'agira donc de retrouver la réciprocité :

donner, recevoir, rendre, d'imaginer une culture qui mette en avant un bon usage du bien-vivre ensemble.

André Bernard

Henri Leclerc, *La parole et l'action : Mémoires d'un avocat militant*, Librairie Arthème Fayard 2017, 512 p., 24 €.

« À la haine des bourreaux a répondu la haine des victimes. Et bien c'est de cela qu'il nous faut triompher d'abord. Il faut guérir ces cœurs empoisonnés. Et demain la plus difficile des victoires que nous ayons à remporter, c'est en nous-mêmes qu'elle doit se livrer avec cet effort supérieur qui transformera notre appétit de haine en désir de justice. »

Cette parole forte de Camus, écrite en 1945 à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, alors que l'épuration bat son plein, Henri Leclerc la met en avant dans ses *Mémoires*, d'autant que c'est cette même année 1945 qu'il « entre en justice » alors qu'il n'a que onze ans. Pierre Laval vient d'être fusillé et son père est dans une colère noire car « même pour le pire, la justice n'exigeait pas, comme tout le monde semblait en être convaincu, qu'on tue le coupable ». L'injustice, il la ressent lui-même dans sa chair quelques mois plus tard, victime d'un lancer de cailloux par « deux ou trois godelureaux » moqueurs, alors qu'il rentre chez lui, seul, à la nuit tombée. Au

moment même où il ramasse un caillou pour répliquer alors qu'ils déguerpissent, il perçoit un bruit de vitre brisée et « une harpie sortie de sa maison » le prend en flagrant délit, le caillou à la main. Il a beau protester, elle ne le croit pas. Ses parents non plus à qui il raconte « tout penaud » ce qui s'est passé et qui ne supportent pas ce mensonge : « J'étais acculé. Je voulais me réconcilier avec eux. Alors j'ai avoué ce que je n'avais pas fait. » Terrible engrenage dont il se souviendra plus tard lorsqu'il sera amené à défendre des gardés à vue revenant sur leurs aveux devant le juge d'instruction.

Ces *Mémoires* sont à la fois une mine et une somme – 500 pages ! – couvrant soixante ans d'exercice professionnel. Il a partagé tous les combats de son époque et je ne mentionnerai ici que quelques traits saillants de son parcours. En 1954, au sortir de l'adolescence, il s'engage dans un groupe constitué autour d'un prêtre-ouvrier, Jean Boyer, dont « l'eau bénite dégageait une odeur de soufre ». Dans la foulée, le groupe adhère collectivement au Parti communiste mais ses yeux se dessillent au bout de deux ans : « Les crimes de Staline ? Nous ne voulions pas les voir. Je n'avais que 20 ans et je ne supportais pas l'injustice sociale que je découvrais. Il fallait changer le monde. » C'est la guerre en Algérie et il est fasciné par la mécanique intellectuelle de la « défense de rupture » mise en œuvre par son confrère Jacques Vergès, de dix ans son aîné. Pour ce dernier, les combattants qui s'étaient fait prendre devaient continuer à se battre. Le procès

n'est que la continuation de la guerre par d'autres moyens. Il ne sert à rien de chercher à apitoyer les juges, il faut les combattre et faire du procès une arme de guerre : « Toute connivence est un acte de faiblesse, voire une trahison. Il faut refuser les règles et rompre, d'où le nom de défense de rupture. Le résultat importe peu. Djamilia Bouhired était-elle condamnée à mort ? Tant mieux, presque ; il fallait s'en servir. » Mais il recule finalement devant cette mécanique froide, cette instrumentalisation de l'accusé. La défense de la cause, oui ; mais pas à n'importe quel prix : la fin ne saurait justifier les moyens.

Henri Leclerc, c'est un livre d'histoire : la défense des militants indépendantistes du GONG en Guadeloupe, Frédérique Delange et le raid sur l'épicerie de luxe Fauchon, *la Cause du Peuple* et ses directeurs Le Bris et Le Dantec, Pierre Overney tué par le vigile Jean-Antoine Tramoni devant les grilles de Renault, les paysans-travailleurs de Loire-Atlantique avec Bernard Lambert, les LIP, la catastrophe de la mine de Liévin, les marins-pêcheurs victimes de l'Amoco Cadiz, Charlie Bauer, Roger Knobelspiess et la dénonciation des QHS, et j'en passe... Mai 68 constitue incontestablement une borne. Cette remise en cause profonde de notre ancien monde reposait sur deux piliers permettant l'épanouissement des individus en symbiose avec le collectif : Transformer le monde ET Changer la vie. Il rejoint le Mouvement d'Action Judiciaire qui vient de se créer, regroupant avocats,

magistrats et juristes de différentes professions. Important lieu de contestation et de réflexion sur le fonctionnement de la justice, le MAJ est l'initiateur du concept de « boutique de droit » car le droit appartient à tout le monde, ce qui hérissait profondément les caciques des ordres professionnels d'avocats ! Et c'est tout naturellement que quelques années plus tard, avec une dizaine d'autres confrères, il va créer le cabinet ORNANO – du nom du boulevard du 19^e arrondissement de Paris où il est situé, en plein quartier populaire –, expérience collective mémorable qui marquera les esprits pendant les vingt ans de son existence :

« Nous voulons créer un collectif d'avocats couvrant l'ensemble du champ du droit, chacun acquérant une compétence d'exception dans sa spécialité ; une organisation égalitaire et sans hiérarchie nous permettant de répondre efficacement aux besoins des plus modestes, tout en gagnant notre vie grâce à la fixation de nos honoraires à un 'juste prix'. Nous souhaitons nous inscrire dans une autre logique du droit. »

Henri Leclerc, c'est la défense des innocents comme Richard Roman acquitté du viol et du meurtre de la petite Céline commis à la Motte du Caire en 1989, et où il a failli se faire lyncher par une foule chauffée à blanc lors de la reconstitution mais c'est aussi la défense des victimes avec toutefois « une différence essentielle

entre la logique de la défense d'un accusé et celle d'une partie civile : dans l'une, le doute suffit ; pour l'autre, la conviction est nécessaire ; on peut faire acquitter un coupable, on ne fait pas condamner un innocent. » Partie civile dans le procès d'Omar Raddad, « le petit jardinier marocain » qui, pour son défenseur Jacques Vergès, « avait le tort d'être maghrébin comme auparavant le capitaine Dreyfus avait eu le tort d'être juif » – parole d'autant plus assassine qu'il était alors vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme (il l'a présidée de 1995 à 2000) et qu'on ne peut s'empêcher de penser, lorsqu'est tombé le verdict de condamnation, que cette qualité a eu un impact dans le subconscient des jurés –, il redit sa conviction vingt-six ans après, alors qu'il traîne cette affaire comme un boulet : « J'ai la totale certitude que c'est Ghislaine Marshall qui a accusé Omar avec son sang. Jamais jusqu'à aujourd'hui cette conviction n'a été ébranlée. » En résumé, pour lui, LES DEFENDRE TOUS. Toute sa vie, il a couru pour trouver une réponse à la question de son enfance : c'est quoi la justice ? Il n'a pas la prétention d'avoir LA réponse et esquisse simplement : « Si le juge qui punit est le gardien de la liberté et le procureur qui poursuit celui de l'égalité, l'avocat, lui, veille à la fraternité. » Un peu court... Mais à 83 ans il continue à s'émerveiller devant « l'aurore aux doigts de rose ».

Plus que jamais, il « croit au matin ».

Jean-Jacques Gandini

Iván Dario Álvarez & Juan Manuel Roca, *Abécédaire anarchiste d'urgence, L'Ati-noir*, 2017, 198 p., 15 €.

La version française de cet ouvrage est une entreprise familiale puisqu'il a été traduit et adapté par notre compagne réfractaire, Annick Stevens, et que sa fille Alice est la co-réalisatrice de l'image de couverture. Les auteurs sont deux latino-américains, de nationalité colombienne, le premier marionnettiste et auteur de pièces de théâtre pour marionnettes, et le second journaliste et surtout poète, « l'un des plus connus d'Amérique Latine ». Je fais mienne plus particulièrement l'une des trois citations figurant en exergue : « Si l'homme échoue à concilier la justice et la liberté, alors il échoue à tout » (Albert Camus). Le prologue définit cet abécédaire comme visant à « rendre visible l'horizon acrate qui refuse de disparaître de l'histoire, comme une contre-culture permanente s'opposant à la culture millénaire atavique du pouvoir ». L'ouvrage se veut « inhabituel, tentant d'exprimer en un éventail pluriel la variété de ses voix », et « souhaite faire la jonction entre l'imagination artistique et la révolte sociale ». Pour les auteurs, « le mot 'anarchie' est le contraire de l'abus, c'est un synonyme permanent de la triple résonance : liberté, justice, solidarité ».

Une première partie constitue l'abécédaire proprement dit regroupant quelque 400 entrées alors que la deuxième recense 93 biographies sur une soixantaine de pages. La grande majorité de ces entrées ont pour définition

des auteurs anarchistes - mais pas que, à l'instar de l'écrivain américain Ambrose Bierce mentionné dix fois -, certaines très courtes : « doctrine : la doctrine épuise la vie » (Bakounine), mais pouvant aller jusqu'à deux pages, comme l'entrée « guerre civile espagnole » rédigée par les auteurs eux-mêmes. Curieusement, alors que celle concernant « la révolution espagnole » est conforme à ce que l'on peut en attendre, ici ils renvoient plus ou moins dos à dos « sympathisants républicains » et « partisans de Franco », faisant même un décompte minutieux des « atrocités » républicaines : « 20 000 églises détruites, assassinat de 13 évêques, 4184 curés, 2365 religieuses et 263 nonnes », mais manque le parallèle avec les massacres bien plus importants des tenants du sinistre mot d'ordre, « viva la muerte ! ». Autre curiosité, l'auteur le plus cité puisqu'on lui doit vingt définitions, ne fait pas partie de la trilogie Proudhon-Bakounine-Kropotkine : il s'agit de l'anarchiste anglais Herbert Read. J'ai retenu par ailleurs cette belle définition de la liberté par Rudolf Rocker :

« Pour l'anarchiste, la liberté n'est pas un concept philosophique abstrait mais la possibilité concrète pour chaque être humain de développer pleinement dans sa vie des facultés, capacités et talents dont la nature l'a doté, et les mettre au service de la société. »

Pour les biographies, établies alphabétiquement à partir du prénom, on aurait pu se passer de José Bové, mais l'intérêt

par contre d'avoir ici affaire à des auteurs latino-américains c'est d'avoir mis l'accent sur des personnalités peu connues de l'historiographie anarchiste francophone, comme le Péruvien Manuel Gonzalès Prada (1844-1918), le Paraguayen Rafael Barrett (1876-1910) ou la Brésilienne Maria Lacerda de Moura (1881-1945), qui fit partie entre 1928 et 1937 d'une communauté anarchiste à Guaramema qu'elle définit « libre d'écoles, libre d'églises, libre de dogmes, libre d'académies, libre de béquilles, libre de préjugés gouvernementaux, religieux et sociaux ». Merci pour ces découvertes !

Jean-Jacques Gandini

Denis Langlois, *Et si la révolution était possible*, SCUP, 2018, 126 p. 10 €.

L'auteur, Denis Langlois, est le prototype du « militant engagé ». Emprisonné pour avoir refusé d'effectuer son service militaire (*Le Cachot*, 1967), le voilà avocat en Mai 68, membre du GAJ, Groupe d'Appui Judiciaire qui deviendra rapidement le MAJ, Mouvement d'Action Judiciaire (que je rejoindrai aussi quelques années plus tard) regroupant avocats, juristes et étudiants développant une critique « en acte » du droit ; avant de rejoindre le service juridique de la Ligue des Droits de l'Homme et d'être l'auteur dans les années 1970 de trois ouvrages restés dans les mémoires : *Le guide du militant*, *Les dossiers noirs de la police française* et *Les dossiers noirs de la justice française*. Langlois met en exergue de son dernier ouvrage

un des slogans les plus emblématiques de Mai 68 : « Soyez réalistes, demandez l'impossible » ; mais c'est pratiquement la seule référence à son sous-titre, *Mai 68 Anniversaire*, du moins par rapport aux événements de ce moment-là, avec le tableau flashy de couverture de Mathieu Colloghan. Il s'en sert en fait pour exposer sa thèse, de façon didactique, en termes simples afin de s'adresser au plus grand nombre, à savoir une sorte de mode d'emploi pour réussir, cette fois, la révolution !

Présumé de départ, la non-violence, avec comme corollaire : la fin ne justifie pas les moyens. Pour lui, il nous faut tirer les leçons de l'histoire : « Seules les révolutions non-violentes, celles qui permettent aux opprimés de s'appuyer sur la force insoupçonnée du nombre, ont quelque chance de réussir. En effet les pouvoirs savent comment gagner les combats dont ils ont eux-mêmes fixé les règles ; ils ignorent comment s'y prendre face à un adversaire qui en adopte d'autres, qui agit selon une mentalité et une logique différentes. » Le processus de mise en œuvre : il ne s'agit pas de prendre le pouvoir mais de l'abolir. Chacun participe à un mouvement qui se veut uni, égalitaire et libre. Autogestion, large rotation des tâches, pas de hiérarchie entre activités intellectuelles et manuelles, militants librement désignés chargés de mandats précis limités dans le temps et résiliables à tout moment, et pour couronner le tout : mise en place d'un système fédéral à tous les étages en quelques sorte. Il s'agit d'aboutir en cercles concentriques à une véritable fédération mondiale. Langlois dénonce la nouvelle

soumission à la divinité numérique avec ce slogan classique élargi : « métro, boulot, windows, dodo. » Et il conclut dans l'esprit de Mai 68 en pastichant l'Internationale : « Fédéré•e•s de tous les pays, unissons-nous ! »

Jean-Jacques Gandini

Sylvestre Meinzer, *Mémoires d'un condamné*, Lordlux Films, 2017, 85 mn.

Qualifiée d'« affaire Dreyfus ouvrière », il s'agit de l'histoire du militant anarcho-syndicaliste Jules Durand, secrétaire du syndicat des charbonniers sur les docks du port du Havre, victime d'une machination. Accusé à tort par le patronat, en tant que principal animateur d'une grève illimitée sur le port en 1910, d'avoir commandité le meurtre d'un briseur de grève, il est condamné à la peine capitale à la suite d'une caricature de procès. À la suite d'une levée de boucliers devant un verdict aussi inique, qui va dévoiler les rouages qui ont permis un tel crime judiciaire, il sera gracié, libéré en février 1911 avant d'être totalement innocenté en 1918. Mais il a, entretemps, sombré dans la folie et meurt en asile psychiatrique en 1926, à 45 ans. Mêlant documents d'époque et témoignages actuels, le film de Sylvestre Meinzer revient sur un siècle de guerre sociale, mettant en parallèles luttes d'hier et d'aujourd'hui. Rappelons l'existence d'un « groupe libertaire Jules Durand » qui édite le mensuel *Le Libertaire* au Havre, de 1978 à 2005 puis en ligne

Jean-Jacques Gandini